

communes et de retenir une définition *a minima* fondée sur le développement d'une infrastructure technique, le poids grandissant et le caractère prédominant et auto-centré des activités informationnelles.

L'expression a rapidement remplacé la métaphore des « autoroutes de l'information » du vice-président Al Gore en 1992. Elle renvoie implicitement à la notion de convergence des industries de l'audiovisuel, de l'informatique et des télécommunications concrétisée par Internet. La formule *société de l'information* connaît de nombreux dérivés qui chacun opère un démarquage symbolique. Ainsi, le terme « *Cyberespace* » renvoie au roman de science-fiction de William Gibson⁶⁴, celui de « *société du savoir* » employé par l'UNESCO est opposé à la « *fracture numérique* » et aux monopoles de la propriété intellectuelle, tandis que la « *Noosphère* » empruntée à Teilhard de Chardin condense les visions mystiques du phénomène Internet⁶⁵. Sur le versant socio-économique, la trilogie de « *l'ère de l'information* » de Manuel Castells a largement contribué au succès du « *capitalisme informationnel* »⁶⁶.

Dans tous les cas, la *société de l'information*, nouvelle par définition, n'en serait encore qu'aux prémices, et se présente par conséquent comme un réservoir de potentialités multiples parmi lesquelles l'accès immédiat au savoir, de nombreuses créations d'emplois et une augmentation de la *performance-efficacité (efficiency)* d'organisations désormais contraintes de s'organiser en réseau et autour du réseau pour s'adapter aux contraintes du marché en temps réel. Si le paradigme de l'information qualifie selon les auteurs les

« mutations », « révolutions » ou « évolutions » en cours, la question centrale repose sur le contenu de cette *information*, laquelle tend selon le contexte à recouvrir tout ce qui est communiqué ou communicable. Ce terme générique qui réduit à une unique réalité *information* et œuvre créative circulant sur les réseaux, tend par conséquent à favoriser la contestation des droits de propriété intellectuelle accusés d'entraver la circulation du savoir. Le sens attribué à la formule a rapidement glissé vers la désignation des phénomènes regroupés sous le triptyque *mondialisation/globalisation/américanisation*. Relevant du discours managérial, le terme « *globalisation* » attribué à Theodore Levitt, professeur de marketing à la *Harvard Business School*, a été relayé par les prophètes et gourous de la techno-communication qui se font fort d'insister sur le fait que l'espace-temps se contracte sous l'effet des technologies de l'information, de sorte que le monde apparaît plus réduit, convivial et surtout donne naissance à une économie de la connaissance partagée. Une des critiques la plus fréquemment adressée à l'expression *société de l'information* réside tant dans son caractère englobant qu'à la réduction de la communication aux seules techniques qui deviennent sens et devenir. Ces discours font abondamment appel aux visions du futur sur le registre utopique et à une imagerie technique foisonnante. Ils dépassent ainsi la simple mise en place d'une politique d'infrastructure d'information pour dessiner une réalité à venir qui cohabite avec un déjà-là donnant corps à la société de l'information.

L'Europe – plus rétive, dit-on, à la vision américaine de la révolution technologique – aurait favorisé les discours d'accompagnement per-

mettant une compréhension rapide et efficace des enjeux et visant à faire accepter une réalité présentée comme incontournable. L'expression apparaît également comme le foyer d'oppositions d'une part entre une politique libérale fondée sur la déréglementation des télécommunications et une approche néo-colbertiste ; et d'autre part entre le recours à la loi, souvent considérée comme inadaptée à la réalité de l'Internet, et une autorégulation du réseau par ses propres acteurs. Ces couples présentés comme contraires dessinent en creux une société des réseaux autorégulée, a-hiérarchique et horizontale sur le modèle organique qui vient à chasser les figures de l'État pyramidal disqualifié par son archaïsme au profit de celle d'un État régulateur donné comme transparent. C'est ce qu'exprime en d'autres termes Jean-Pierre Raffarin : « *Il faut, s'agissant de la société de l'information, sortir de la logique des grands plans, qui créent plus d'attentes qu'ils ne règlent de problèmes, et des grandes lois qui mettent tellement de temps à être votées qu'elles sont déjà en décalage avec les technologies et les pratiques quand elles entrent en vigueur* » (Discours du Premier ministre devant l'*Electronic Business Group*, 12/11/2002).

Mots corrélés : Connaissance (société de la), Globalisation

Références

- Breton Ph., *Le culte de l'Internet*, Paris, La Découverte, coll. « Sur le vif », 2000.
Forest D., *Le prophétisme communicationnel. La société de l'information et ses futurs*, Paris, Syllepse, 2004.
Mathien M. (dir.), *La « Société de l'information ». Entre mythes et réalités*, Paris, Bruylant,

2005.

Mattelart A., *Histoire de la société de l'information*, Paris, La Découverte, 2003.

Musso P., *Critique des réseaux*, Paris, P.U.F., 2003.

Sfez L., *Critique de la communication*, Paris, Le Seuil, 1^{ère} édition 1988, 3^{ème} édition 1992.

Notes

62. Daniel Bell, *The End of Ideology*, Harvard University Press, 1960.

63. Yoneiji Masuda, *The information society as post-industrial society*, World Future Society, 1981.

64. William Gibson, *Neuromancer*, Gollancz, 1984.

65. Pierre Teilhard de Chardin, *L'Hymne de l'Univers*, Seuil, 1993.

66. Manuel Castells, *L'Ère de l'information*, 3 vol., Fayard, 1998-1999.

I Intellectuels

Pascal Durand

La France a ce discutabile privilège, pour des raisons qui tiennent autant à son histoire politique et culturelle qu'à la forte centralisation parisienne de ses appareils médiatiques, de ses grandes maisons d'édition et de ses lieux de sociabilité semi-mondaine – morphologie bien propre à stimuler sur fond de compétition implacable toutes les formes de connivence –, de compter, dans les rangs de ses producteurs de biens symboliques, une très curieuse tribu placée à l'enseigne d'un mot nécessairement au pluriel : ce sont les *intellectuels*⁶⁷.

Nul besoin pour se représenter leur office d'en appeler à l'« intellectuel organique » d'un Gramsci, à l'« intellectuel technicien du savoir pratique » d'un Sartre, à l'« intellectuel spécifique » d'un Foucault et encore moins, malgré ce pluriel, à l'« intellectuel collectif » envisagé par Bourdieu : ces notions, qui ont leur pertinence philosophique et leur force offensive, appartiennent à un autre continent de l'intelligence en action. *Intellectuels* désigne en France le petit nombre des professionnels de l'indignation à vernis philosophique et de la prise de position à répétition qui ne tirent leurs propriétés que d'intervenir à l'envi dans la sphère journalistique au seul titre, évidemment circulaire, de leur omniprésence dans les médias et forts de la seule renommée, donc des seuls « noms » que ces médias leur ont faits. C'est, en quelque sorte, une profession. Romancier, Zola intervient, puis retourne au roman ; sociologue, Bourdieu descend dans la rue, puis retourne à ses *Méditations pascaliennes* : nos *intellectuels*, eux, ne sont que cela et ne font que cela. Ils sont à la tribune des télévisions et des journaux ce que sont les politologues de comptoir : verbe haut, geste large, front têtue. Il n'est pas utile de les nommer : les pages débats des journaux, les plateaux de télévision, les meetings chics nous les rappellent en boucle et ce n'est pas le rôle d'un abécédaire critique que de grossir, à son corps même défendant, la réputation qui forme leur capital le plus spécifique.

Les *intellectuels* ainsi cernés ne valent, au fond, que par l'énigme qu'ils soulèvent : par quel curieux retournement, sous l'impulsion de quelles déterminations mystérieuses cette figure sociale née avec l'Affaire Dreyfus et l'engagement de producteurs culturels sur le terrain politique ou

juridique au nom de la légitimité qu'ils détenaient au sein de leur univers d'appartenance (l'université, la littérature, la science, la philosophie, etc.) en est-elle venue à recouvrir collectivement un ensemble d'essayistes et de chroniqueurs sans légitimité dans les champs auxquels ils sont censés appartenir ?⁶⁸ Philosophes sans concepts, sociologues sans enquêtes, écrivains ayant plus de style que d'écriture – c'est-à-dire plus d'emphase narcissique que de conscience de la responsabilité des formes –, pratiquant, selon l'expression de Bourdieu, le « *port illégal d'uniforme philosophique* » (ou sociologique, etc.), rien ne les autorise en effet à trancher des choses de la pensée, du social ou de la littérature que la conviction qu'ils ont assise auprès de journalistes pressés, eux-mêmes producteurs plus souvent qu'à leur tour de livres prévenus, d'incarner la pensée française dans ce qu'elle a de plus rebelle et de plus grandiloquent.

En 1981, au lendemain de l'arrivée de la gauche au pouvoir, on entendit le porte-parole du gouvernement s'inquiéter du « *silence des intellectuels* », comme s'il n'y avait d'intellectuels que de gauche et comme s'il entraînait dans leurs prérogatives, fussent-ils de gauche, de venir en appui du nouveau pouvoir. Ce silence n'a guère duré, et l'on peut se demander si la conversion des socialistes aux contraintes du marché, faisant le lit de tous les renoncements, n'a pas ouvert la voie à une noria de prétendants impatients d'en découdre avec les vieilles lunes et d'inculquer, aux couleurs d'une phraséologie apparemment insolente, une philosophie du consentement (c'est-à-dire une idéologie). Lutte de classes changée en lutte des places. L'humanitaire au secours du sens critique perdu, l'éthique en rem-

placement de la politique, le citoyen assignable en remplacement du sujet récalcitrant. Façon, en somme, de gagner sur les deux tableaux, de cumuler tous les profits : plaire au pouvoir tout en séduisant les opposants au pouvoir, être de droite tout en paraissant de gauche. Il fallait la grande lucidité d'un Guy Hocquenghem pour apercevoir dès 1986 le glissement des maos et des joyeux anars de 68 vers une bourgeoisie libertaire engagée dans une nouvelle révolution culturelle, cette fois au sens étymologique du terme : la révolution conservatrice impulsée par les adeptes de l'ultra-libéralisme et accompagnée par une social-démocratie à vertu sédative.

Il fut un temps pas si lointain, a rappelé Alain Garrigou, où les universitaires, les savants, les philosophes, certains écrivains même estimaient déchoir – à leurs propres yeux comme à ceux de leurs pairs – en intervenant dans les médias⁶⁹. Julien Benda voyait une trahison dans l'empressement de certains clercs de « *plaire à la bourgeoisie, laquelle fait les renommées et dispense les honneurs* »⁷⁰. Cette vision spartiate peut faire sourire aujourd'hui et un Nizan avait raison de détecter dans l'idéalisme universaliste des philosophes universitaires, abrités derrière des concepts écran, un pacte de non-agression conclu avec l'ordre du monde ; elle n'en retrouve pas moins quelque pertinence à l'heure où l'on voit à l'inverse ceux que Benda appelait des « *écrivains pratiques* » prononcer, pour l'un des plus emblématiques d'entre eux, l'éloge funèbre de tel grand patron de presse (qui était aussi un industriel de l'armement) et obtenir en général le statut d'*intellectuels* du seul fait de la prise de parole sur la scène publique que leur obtiennent des ouvrages à titres tapageurs, la plupart ayant été

d'ailleurs lancés au départ sur un mode proprement publicitaire – à l'enseigne de la « *nouvelle philosophie* ». Qu'un fait divers susceptible de résonner dans les rédactions survienne – surtout s'il concerne les banlieues, les Beurs, l'École –, qu'une guerre se déclare ou ne se déclare pas assez vite à leur goût, qu'une cause quelconque puisse leur servir de caution, plutôt que d'objet de réflexion⁷¹, et l'on voit monter au créneau, formules emphatiques en réserve, les experts d'un prêt-à-penser formulé sous les deux aspects, contradictoires mais euphoriquement assumés, d'un discours apparemment rebelle au « politiquement correct » et d'une *doxa* profondément conforme à l'esprit du temps. Ce paradoxisme doxique est au reste la marque générale de fabrique d'une pensée qui prostitue l'intelligence sur le marché des produits médiaformatés alors que de Blum à Derrida, en passant par les signataires du *Manifeste des 121*, l'intervention de l'intelligence dans l'arène politique a été le plus souvent marquée au sceau du vrai courage.

Convient-il d'affronter ces *intellectuels* de marché ? Sans doute, mais pas sur leur terrain, qu'ils ont hérissé de systèmes de défense et jalonné de sentinelles. Convient-il de les rendre au silence dont ils sont sortis ? Ne pas parler d'eux, éviter même de les nommer contribue, il est vrai, sinon à neutraliser leur pouvoir d'influence, du moins à diminuer – ce qui est déjà réconfortant – la très haute idée qu'ils se font d'eux-mêmes. Reste qu'ils parlent et écrivent d'abondance, que leur pensée faible faite de convictions fortes donne le change dans l'opinion et qu'il faut donc lutter pied à pied contre ce qu'ils représentent, ne pas manquer de souligner leurs approximations, leurs accointances avec la pensée dominante sous

couvert d'hétérodoxie, leurs accommodements avec le devoir de rigueur imparti à ceux qui font profession de l'intelligence (et non pas seulement profession d'intelligence). Mais quant à leurs livres, éphémères succès de librairie ou durables têtes de gondole des rayons de poche, laissons-les paraître et disparaître : ils s'autodétruisent si vite que leurs auteurs, sous peine de tomber dans l'oubli, sont tenus d'en fournir un par saison, dont toute une escorte médiatique, n'ayant pas même à faire l'effort de les lire, s'emploiera à grossir les mérites. Ceux qui les publient – Grasset, en particulier – devraient par souci du bien public y faire figurer en quatrième de couverture une date de péremption, comme on en voit sur les produits alimentaires et pharmaceutiques : *à consommer avant fin...*⁷²

Références

- Benda J., *La Trahison des clercs*, Paris, Grasset, 1927.
 Nizan P., *Les Chiens de garde* (1932), rééd. Agone, Marseille, 1998.
 Hocquenghem G., *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary* (1986), rééd. Agone, Marseille, 2003.
 Charle Chr., *Naissance des Intellectuels (1880-1900)*, Paris, Minuit, 1990.
 Halimi S., *Les Nouveaux Chiens de garde*, Paris, Liber, Raisons d'agir, 1997.
 Denis B., *Littérature et engagement*, Paris, Seuil, 2000.
 Durand P., *La censure invisible*, Arles, Actes Sud, 2006.

Notes

67. On n'en voit pas l'équivalent en Belgique. Non qu'il n'y ait pas, notamment à Bruxelles, d'essayistes doués

des mêmes impatiences, mais l'absence d'un champ culturel centralisé en a jusqu'ici empêché la percolation médiatique. La force d'emprise exercée par la sphère intellectuelle française n'y est pas étrangère. On assiste ainsi depuis quelques années, en l'absence d'*intellectuels* de marché spécifiquement belges, à des tentatives – émanant en particulier de journalistes apprentis philosophes ou politologues – d'importer massivement dans les pages forum de la presse nationale quelques-uns des représentants de cette autre industrie du luxe parisienne.

68. Comment comprendre dans le même sens – pour peu que l'on se rappelle la sacralité dont est nimbée en France la philosophie, cette discipline du couronnement – que l'appellation de « philosophes », doublon de celle d'*intellectuels*, soit si généreusement octroyée à des auteurs qu'aucun philosophe de profession n'imaginerait de mettre au programme de l'un de ses cours ni de discuter dans l'un de ses ouvrages ?

69. La soumission croissante des universités européennes à une logique économique laisse présager que ces interventions vont aller en se multipliant, encouragées par les autorités aux commandes de ces institutions naguère vénérables, mais entrées dans une compétition qui passe autant désormais, sinon davantage, par la communication médiatique que par la publication savante.

70. Julien Benda, *La Trahison des clercs*, Paris, Grasset, 1927, p. 203.

71. C'est là l'autre retournement dont nos *intellectuels* sont les vecteurs autant que les produits : les causes de leurs interventions les servent, plus qu'ils ne mettent au service de ces causes un capital symbolique spécifique.

72. Vu le mode de promotion dont ils bénéficient, leurs livres produits pour le marché devraient, dans le même sens, porter la mention « Vu à la TV ».

J

eune(s)

Héloïse Pourtier

Longtemps placé sous l'enseigne de la naïveté ou de l'immaturité, *jeune* a connu, en deux siècles, trois requalifications et une translation grammaticale de nombre et de nature. Littérairement et par réaction aux « vieilles perruques » classiques, la génération des romantiques, de Goethe à Hugo, active, au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles, les valeurs de dynamisme, de force, de révolte, d'originalité, de passion que l'adjectif importera dans les différents domaines qui le reliaeront. Les lendemains de la Seconde Guerre mondiale et le *baby-boom* signeront la transformation de l'adjectif en nom pluriel et l'entrée des *Jeunes* en tant que groupe sur le plan social et politique (le 19 mars 1980, Daniel Balavoine marquera les esprits en adressant à François Mitterrand : « *Vous ne pouvez pas vous imaginer ce que c'est pour un jeune d'avoir la possibilité de parler une minute* »). Supposé couvrir un ensemble homogène (l'idéologie aime à créer des ensembles de cette sorte), le terme s'impose enfin dans le discours *marketing* à partir des années 1980, lorsque les entreprises font valoir, à leur propre profit, le pouvoir commercial des *Jeunes* : d'une part, un pouvoir d'identification en miroir permettant à des produits labellisés *jeunes* de toucher des consommateurs souhaitant s'identifier à eux ; d'autre part, un double pouvoir de prescripteurs (auprès des parents) et de consommateurs au pouvoir d'achat croissant. Le caractère de cible est à ce point assimilé qu'il est aujourd'hui revendiqué

jusqu'à devenir le message principal de la communication : en 2004, La Poste française filme et met en scène « *le jeune* » comme un véritable spécimen dans un spot publicitaire qui repose sur les codes du documentaire animalier.

Jeune(s) incorpore un complexe de valeurs symboliques qui en font une référence au sein du corps social. Référence d'ordre esthétique d'abord. Bénéficiant des connotations positives de l'adjectif, *Jeune(s)* se trouve directement lié à un imaginaire de la forme et de la beauté. L'injonction à *rester jeune* abondamment relayée par les marques de cosmétiques se diffuse ainsi jusque dans le champ politique : le jeune est beau, le jeune est « *cool* » ; Laurent Fabius regarde la *Star Academy* ; Jean-Pierre Raffarin cite Lorie... Référence d'ordre moral ensuite, qui pare la jeunesse d'attributs organisés par un imaginaire du dynamisme, de la pureté et de la spontanéité. En 2002, la mobilisation hostile des lycéens à Jean-Marie Le Pen, entre les deux tours d'une présidentielle à laquelle ils n'étaient pas conviés à voter, a été présentée comme le symbole de l'entrée en politique d'une génération dont est attendue une sorte de régénération.

Dès les années 1980, le terme s'est trouvé largement instrumentalisé pour recouvrir (ou, plutôt, construire) une catégorie aux contours flous en évitant de la stigmatiser. *Jeunes* délinquants, *jeunes* casseurs ou *jeunes* tout court, la frontière n'est jamais réellement délimitée : « *Banlieues : qui sont les jeunes en colère ?* » (*Le Monde*, 04/11/2005). En 2006, les manifestations anti-CPE et leurs répercussions sur la décision politique ont entériné l'évidence de leur poids politique : « *Le CPE et les jeunes : la révolte des*